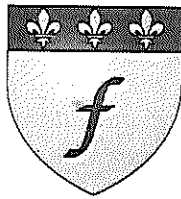


MAIRIE DE FABREZAN



**Convention relative au fonctionnement de l'activité periscolaire du mercredi
entre la Commune de FABREZAN et la Commune de**

Entre la commune de représentée par son Maire M....., dûment
autorisé par délibération n°.....en date du

Dénommée « COLLECTIVITE A »
d'une part

Et

La commune de Fabrezan, collectivité d'accueil, représentée par Madame GEA-PERIS Isabelle,
Maire, dûment autorisée par délibération n°52/2022 en date du 7 décembre 2022
d'autre part,

Vu la Loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de
l'Ecole de la République,

Vu le Décret 2014-457 du 7 mai 2014 portant autorisation d'expérimentations relatives à
l'organisation des rythmes scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires,

Vu le décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine
dans les écoles maternelles et élémentaires publiques,

Vu le décret n°2018-647 du 23 juillet 2018 modifiant la définition des accueils de loisirs
périscolaires et extrascolaires,

Vu l'article L212-2 du Code de l'Education Nationale,

Vu l'article L227-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et de la Famille,

Vu l'article R 227-1 du Code de l'Action Sociale et de la famille,

Vu l'article L5221-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Préambule :

L'article L5221-1 du CGCT dispose que : « Deux ou plusieurs conseils municipaux, organes délibérants d'établissements publics de coopération intercommunale ou de syndicats mixtes peuvent provoquer entre eux, par l'entremise de leurs maires ou présidents, une entente sur les objets d'utilité communale ou intercommunale compris dans leurs attributions et qui intéressent à la fois leurs communes, leurs établissements publics de coopération intercommunale ou leurs syndicats mixtes respectifs.

Ils peuvent passer entre eux des conventions à l'effet d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune. ».

A cette fin, la COLLECTIVITE A et la Commune de Fabrezan ont décidé de contractualiser une convention type « entente intercommunale » afin d'organiser l'accueil périscolaire du mercredi au sein de l'accueil de mineurs municipal de la Commune de Fabrezan.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions financières et les obligations respectives de chacune des parties au fonctionnement du temps périscolaire le mercredi et de la mise à disposition du personnel y afférent.

ARTICLE 2 : BIENS IMMOBILIERS

Les locaux destinés aux activités périscolaires restent biens propres de la Commune de Fabrezan qui les met à disposition et conserve la prise en charge des dépenses relevant de l'investissement (amortissement et gros entretien) et du fonctionnement desdits locaux (électricité, chauffage et consommables nécessaires à l'entretien général des lieux) qui feront l'objet d'une facturation telle que définie à l'article 5.

ARTICLE 3 : BIENS MOBILIERS

Le mobilier et le matériel destinés au fonctionnement des activités périscolaires restent la propriété de la Commune de Fabrezan.

ARTICLE 4 : PERSONNEL

Le personnel est employé par la Commune de Fabrezan.

ARTICLE 5 : FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET PARTICIPATION DE LA COMMUNE A

5.1 Les frais périscolaires liés à l'accueil du mercredi portés par la Commune de Fabrezan sont les suivants:

- a) les frais de personnel
- b) les frais de restauration
- c) les heures de ménages des locaux occupés
- d) les sorties et le matériel pédagogique
- e) les frais de structure et coordination administrative,
- f) tous les autres frais de fonctionnement liés à l'activité du mercredi.

Les frais périscolaires du mercredi seront gérés et financés par la Commune de Fabrezan (contrats de travail, fiches de paie et versements des salaires, règlement des factures etc...).

5.2 Participation financière de la COLLECTIVITE A

La COLLECTIVITE A versera à la Commune de Fabrezan un forfait de 4 €/enfant par heure facturée à la famille.

5.3 Versement de la participation financière COLLECTIVITE A

Les recettes devant être rattachées à l'exercice en cours, la participation de la COLLECTIVITE A fera l'objet de trois facturations :

- 1) En Avril, de l'année N pour la période de janvier à mars
- 2) En juillet de l'année N pour la période d'avril à juin
- 3) Pour la période de septembre à décembre, le titrage intervenant lors de la journée complémentaire

Le versement sera effectué dans le délai d'un mois suivant l'émission de l'avis des sommes à payer.

A cette fin, la Commune de Fabrezan joindra un état récapitulatif et nominatif des présences facturées.

Au vu du rapport d'activités annuel réalisé par la commune de Fabrezan en fin d'année, un état des frais réels sera établi. Si le montant est inférieur à 4€/heure et par enfant, une régularisation aura lieu au cours du premier trimestre de l'année N+1.

ARTICLE 6 : PARTICIPATION FINANCIERE DES PARENTS

La participation financière des parents au titre des activités d'accueil du périscolaire du mercredi est définie en fonction de la tarification adoptée par la Commune de Fabrezan.

Cette tarification est déterminée en tenant compte des directives de la CAF (modulation en fonction du quotient familial...)

ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE DE FABREZAN

La Commune de Fabrezan gèrera pour le compte des deux collectivités les inscriptions des enfants, et réglera tous les aspects administratifs liés à la procédure de déclaration auprès des services du SDJES et de la CAF.

ARTICLE 8 : REVISION

La présente convention pourra être révisée, si nécessaire, en cas d'évolution des réglementations applicables en matière d'Accueils Collectifs de Mineurs (ACM).

ARTICLE 9 : DUREE ET DATE D'EFFET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2023.

Elle peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins six mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation. En cas de résiliation, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux frais de fonctionnement de la structure dans les conditions fixées par la présente convention (article 5).

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige fera l'objet d'une tentative de règlement à l'amiable. Cependant, chaque collectivité pourra saisir la juridiction compétente en cas de persistance du contentieux.

Fait à le

Mme Isabelle GÉA-PERIS

M.....

Maire de FABREZAN

Maire de.....